

# Le syndicalisme étudiant

## HISTOIRE DE L'U.N.E.F.

FRANÇOIS BORELLA et MICHEL DE LA FOURNIÈRE.

Pendant cinq ans, l'U.N.E.F. va vivre sous la direction active des « hommes de Grenoble », parmi les problèmes et les espoirs hérités de la Libération. Trois faits principaux caractérisent cette période. D'abord l'organisation, les 6 et 7 mai 1947, de la première grande grève étudiante, dirigée contre l'augmentation prévue des droits universitaires et la réduction du taux des bourses. En publiant pour la première fois des tracts revendicatifs et en placardant des affiches qui titraient « Etudiant, on se fout de toi », en faisant signer des pétitions intitulées « Protestation des étudiants de France », l'U.N.E.F. engageait sa première manifestation de masse et recevait ainsi le baptême du feu de l'action syndicale. Elle remportait d'ailleurs un plein succès, d'autant plus précieux que la grève, avant son déclenchement, n'était prise au sérieux par personne.

Le second fait est le vote de la loi du 23 septembre 1948 qui étend aux étudiants le bénéfice de la sécurité sociale. C'est jusqu'à ce jour la plus importante conquête syndicale de l'U.N.E.F. ; elle est obtenue grâce aux efforts du bureau national, et particulièrement de Charles Lebert, mais — il faut le noter — contre l'avis de nombreuses A.G. craignant pour la traditionnelle liberté de l'étudiant. Victoire non moins importante, la gestion de cette sécurité sociale est entièrement mise aux étudiants qui créent pour cela la « Mutuelle nationale des Etudiants de France », la plus importante expérience de gestion directe réalisée jusqu'à ce jour. La création de la sécurité sociale a une portée qui dépasse largement les effets matériels immédiatement ressentis ; c'est la reconnaissance du droit de l'étudiant à la protection sanitaire et la première consécration du « jeune travailleur intellectuel ».

Mais le troisième fait de cette période, le plus marquant, sans doute, est l'effort considérable entrepris par l'U.N.E.F. pour faire pénétrer dans la masse l'idée de démocratisation de l'enseignement et de présalaire étudiant. L'idée de rémunération étudiante destinée à supprimer le mur d'argent à l'entrée de l'Université avait été lancée à la Libération par de nombreuses organisations de l'U.P.O.J., notamment la S.C. (qui pose dans Paris des affiches restées célèbres) et la C.G.T. Avec la charte de Grenoble, elle est implicitement reprise à son compte par l'U.N.E.F., mais ni les A.G., ni les étudiants n'en ont conscience. Aussi ce problème est-il pour la rénovation de l'U.N.E.F. la pierre de touche, celui sur lequel se divisèrent les partisans de l'étudiant « ancienne école » et de l'étudiant « jeune travailleur ». A cette fin, plusieurs dirigeants multiplient les réunions en province et exposent aux étudiants les raisons de cette réforme ainsi que les projets pratiques de réalisation. L'accueil est divers et on voit des revenants comme Villedieu, participer à certaines réunions pour y tenter un ultime plaidoyer. Mais, petit à petit, dans leur ensemble, les étudiants suivent, et c'est à la quasi-unanimité que le congrès d'Arcachon en 1950 adopte le projet « d'allocation d'études » préparé par l'A.G. de Lyon.

En même temps l'U.N.E.F., qui avait fait, avec le vote de la loi de sécurité sociale, son apprentissage de l'action parlementaire, intervient auprès des partis qui déposent de nombreuses propositions de loi tendant à réaliser l'allocation d'études. Un projet de loi vint en discussion à l'Assemblée en mai 1951, mais, malgré l'accord quasi général, il échoua pour des raisons financières. Pourtant l'idée est lancée et suivra son chemin.

Durant ces années, l'U.N.E.F. a donc marché à grands pas, dirigée par une équipe homogène qui comprend un véritable martyr de la cause étudiante, Marcel Colombet, qui, tuberculeux et se sachant condamné, continuera cependant son travail et sera emporté peu après. Ces progrès servent la cause de l'unité étudiante. Devant l'œuvre accomplie, les mouvements de l'U.P.O.E. reconnaissent l'un après l'autre la nécessité d'une représentation syndicale unique des étudiants par l'intermédiaire de l'U.N.E.F. Le dernier à admettre cette représentativité exclusive de l'U.N.E.F. est la Fédération Française des Etudiants Catholiques en 1950. Cette unité syndicale allait être pour l'U.N.E.F. un précieux gage d'efficacité.

En même temps le syndicalisme faisait tache d'huile et gagnait un secteur jusqu'ici fermé : les Grandes Ecoles. Comme dans les facultés, l'action des étudiants résistants se fait sentir après la Libération ; grâce à eux et à l'exemple de l'U.N.E.F. les délégués de cinquante établissements fondent en juin 1947 l'« Union des Grandes Ecoles ». La tâche de la nouvelle Union est malaisée, qui consiste à unifier un milieu particulièrement dispersé et hétéroclite, où les particularismes locaux et les traditions sont restés très vivaces. Aussi, plus encore qu'en faculté, le décalage entre les dirigeants conscients et la masse est accusé. Néanmoins, la force et l'implantation de l'U.G.E. s'affirment peu à peu : elle définit les intérêts propres aux élèves des Grandes Ecoles et prend part aux débats syndicaux, tout en développant une active propagande. En 1957, dix ans après sa fondation, elle est suffisamment solide et dépouillée du compréhensible complexe d'infériorité qui l'avait habitée à ses débuts, pour accepter de se fondre dans l'U.N.E.F., ses écoles devenant de simples associations générales ou même des « corpos », sections d'A.G.

Ainsi l'U.N.E.F. a obtenu de grands succès et l'on pourrait croire que la transformation syndicale est définitivement achevée. Mais la réalité n'est pas si brillante et ces succès ne vont pas sans de nombreuses équivoques. Les effectifs réels de l'U.N.E.F. restent faibles ; ils ne dépassent pas 18 000 membres en 1948, et les deux-cinquièmes appartiennent à l'A.G. de Lyon. A Paris, la « corpo » de Droit compte 300 membres sur quelque 12 000 inscrits à la faculté. Des résultats comme la sécurité sociale ont été acquis grâce à l'action de quelques individualités brillantes, mais la masse suit peu. Surtout, la transformation des A.G. sans laquelle il ne peut y avoir de véritable transformation de l'U.N.E.F.,



marche bien lentement. Quelles que soient la diplomatie des dirigeants nationaux et leur valeur, il ne peut y avoir de syndicalisme étudiant solide qu'appuyé sur des A.G. fortement organisées et riches en services matériels. C'est ce que prouvent les Lyonnais qui, en quelques années, font de leur A.G. un puissant organisme matériel qui gère un restaurant, une bibliothèque et de très nombreux services sociaux et culturels. Ils voient aussi le nombre de leurs adhérents monter en flèche et leur influence croître. C'est ce que tente de faire aussi la Fédération des Groupes d'Etudes de Lettres qui centre son action sur le travail universitaire de l'étudiant. Mais ce sont des exemples isolés : quelques autres A.G. se mettent timidement à l'école de Lyon, mais la plupart demeurent dans la tranquille médiocrité des années d'avant-guerre. Aussi acceptent-elles qu'avec réticences le nouvel esprit syndical de la charte de Grenoble. Jusqu'en 1948-49, l'élan de la Libération renverse tous les obstacles, mais bientôt une réaction se dessine, exhumant les vieux thèmes de l'apathisme, chers à l'U.N.E.F. d'avant-guerre. Elle va trouver avec les événements internationaux l'occasion rêvée pour renverser les dirigeants en place.

L'histoire de l'« Union Internationale des Etudiants » sera faite plus loin. Il suffit de dire ici que l'U.N.E.F. avait participé à la création de l'U.I.E. à Prague en 1946 et qu'en 1948 son président, Trouvat, était vice-président de l'U.I.E. L'évolution politique de celle-ci est de plus en plus nette et, à travers des campagnes contre l'impérialisme américain et le plan Marshall, elle apparaît liée au bloc soviétique. Mais, malgré cette évolution, les dirigeants de l'U.N.E.F. restent attachés sentimentalement à cette U.I.E. dans laquelle ils ont mis beaucoup d'espoir et ils manifestent beaucoup d'indulgence à l'égard de ses fautes. C'est contre leur avis que les A.G. « corporatistes » qui avaient commencé à se grouper au congrès de Nice en 1948, font voter l'année suivante au congrès du Touquet la désaffiliation de l'U.I.E. Dès lors le fossé ne cesse de se creuser entre les dirigeants de l'U.N.E.F. et les A.G. corporatistes, nombreuses surtout dans le Midi et en Afrique du Nord. Fortement appuyées par cette nouvelle droite que constituent les jeunes du R.P.F., alors à leur apogée, elles sentent que leur heure est venue. Si elles ne peuvent empêcher au congrès d'Arcachon en 1950 l'élection de Gérard de Bernis, que son action intérieure dans le précédent bureau Lebert avait finalement imposé comme le plus compétent, elles pénètrent en force au bureau et elles vont guetter la moindre erreur du président. Celui-ci commet effectivement quelques imprudences au congrès de l'U.I.E. tenu durant l'été à Prague et où l'U.N.E.F. participe en tant qu'observateur. Une intense campagne politique est alors déclenchée contre de Bernis qui est renversé au Conseil d'administration de novembre 1950 et remplacé par Jean Sarvonnat.

Le départ de de Bernis clôturait cette première étape du syndicalisme étudiant. Au-delà du désarroi international, la coupure est beaucoup plus profonde. Ce qu'on va appeler la « majorité » veut instaurer à l'U.N.E.F. une gestion tranquille des avantages acquis. Elle n'adhère à la nouvelle ligne syndicale que du bout des lèvres et ce qu'elle désire, sans oser l'avouer, c'est un retour au corporatisme d'avant-guerre. La fin du tripartisme en France, et avec lui des espoirs de la Libération, la montée du R.P.F., la guerre froide ont permis ce retour en arrière, tout autant que la permanence dans de nombreuses A.G. des vieilles traditions corporatistes.

Pendant près de trois ans l'empirisme va régner à l'U.N.E.F. Certes un excellent travail technique est accompli sur certains points ; de plus, les réalisations de la période précédente sont là, qui empêchent le retour souhaité par quelques-uns au strict corporatisme. Lorsque la sécurité sociale étudiante est menacée, l'U.N.E.F. réagit en février 1951 par une grève qui obtient un plein succès. Mais c'est une flambée sans lendemain. Jusqu'à l'été 1953, l'U.N.E.F. s'endort ; d'inquiétantes offensives reprennent au sein du mouvement contre

l'allocation d'études qu'on soutient dès lors avec mollesse. La passivité devant certains problèmes est totale. En novembre 1952, une grève ordonnée à propos du plan Le Gorgeu, relatif à l'équipement scolaire et universitaire, est annulée sur un simple promesse ministérielle — non tenue d'ailleurs. La mentalité générale est au ménagement du pouvoir, à la défiance à l'égard des principes de Grenoble, le but étant mal masqué par un anticommunisme virulent et infantile.

Face à cette majorité « réactionnaire », une minorité syndicale se regroupe autour de quelques A.G., surtout provinciales comme Lyon, Grenoble, Strasbourg, Caen. Leur dirigeants ont senti qu'un grave danger menaçait l'U.N.E.F. et qu'il fallait s'appuyer sur des A.G. solides pour reprendre la transformation du mouvement entreprise à Grenoble. Le sens de l'unité et la foi en l'avenir leur interdisent toute scission, mais cela ne les empêche pas de travailler dans les autres villes pour gagner les A.G. à leur cause. Ce groupe que l'on va bientôt appeler la « minorité », a conscience de conserver un dépôt, celui de la Libération et des espoirs de Grenoble. Fidèle à ses principes de démocratisation de l'enseignement, de solidarité avec les étudiants d'outre-mer et d'unité internationale, elle se définit également par un esprit fait de sérieux, de dynamisme et de foi dans le syndicalisme qui s'oppose au scepticisme et au folklore des majoritaires. La lutte entre cette minorité et la majorité commande toute l'histoire de l'U.N.E.F. depuis novembre 1950.

En juillet 1953, la minorité qui a peu à peu grossi ses rangs est devenue très forte. De plus, le bilan des dernières années est suffisamment négatif pour que certains dirigeants majoritaires jugent indispensable un redressement. C'est dans ces conditions qu'est élu en juillet 1953 un nouveau bureau à participation minoritaire. Sous la direction de Jean-Marie Mousseron, l'U.N.E.F. retrouve alors un grand dynamisme qui se manifeste surtout par les grèves organisées en décembre et mars à propos du budget de l'Education Nationale ; réunissant en une action commune les syndicats de la F.E.N., le S.G.E.N.<sup>2</sup> et les syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, l'U.N.E.F. est à l'avant-garde de la lutte pour la défense de l'Université.

Son prestige n'a jamais été si haut et la presse française consacre désormais une large place à son action et à ses positions. Toutefois, ce réveil du mouvement ne va pas sans équivoque : pas une fois dans les multiples manifestations on n'a parlé de l'allocation d'études ; ceci inquiète vivement les minoritaires qui, s'appuyant sur ce réveil, sur leur excellente préparation technique et aussi sur quelques dirigeants majoritaires, va peu à peu, au cours des années 1954-1956, faire passer tout son programme. Un projet de réforme de l'enseignement, voisin du projet Langevin-Wallon, avait déjà été adopté par le congrès de Rouen en 1953 ; il est appliqué à Toulouse en 1954. La reprise du travail avec les étudiants d'outre-mer, nul pendant quatre ans, est décidée et mise en application. L'idée de la politique de la jeunesse est lancée. Les questions internationales, principale pomme de discorde évoluent et, après avoir failli l'emporter à Nice, la minorité fait voter au congrès de Strasbourg en 1956 la reprise de relations techniques avec l'U.I.E. ; à ce même congrès les unions générales de Tunisie et du Maroc sont reconnues comme Unions nationales. Cette renaissance syndicale s'affirme dans l'année 1954-55 où le bureau, présidé par Jacques Balland, poursuit le travail de Mousseron ; l'U.N.E.F. s'efforce, maladroitement parfois, de concrétiser les déclarations publiques pour une politique de la jeunesse, et organise une « semaine de solidarité » avec les étudiants d'outre-mer, elle collabore systématiquement avec les sv

1. Fédération de l'Education Nationale, organisme autonome qui groupe notamment le Syndicat National des Instituteurs, le Syndicat National de l'Enseignement Secondaire et le Syndicat national de l'enseignement technique.

2. Syndicat Général de l'Education Nationale, affilié à la C.F.T.C.



icats enseignants et ouvriers, enfin, après bien des hésitations, elle reprend en février 1955 la campagne en faveur de l'allocation d'études. Mais, cette fois-ci, le projet ne passe pas le cap de la commission de l'Education Nationale. Cette période se termine par le vote de la loi du 16 avril 1955 qui donne un statut aux « œuvres » universitaires et organise la gestion étudiante.

Mais cette lente et solide poussée minoritaire traduit une proportion des voix de plus en plus forte. Lorsqu'elle atteindra 50 %, une série de crises vont se déclencher à l'U.N.E.F. qui dureront d'octobre 1955 à juin 1956 et aboutiront à la prise du pouvoir par la « minorité ». Celle-ci en effet s'est bien organisée et patiemment gagne à sa cause chaque année de nouvelles A.G. Ses dirigeants ont été formés par les anciens assistants et ils en ont conservé la mystique ; solidement unis au-delà des divergences confessionnelles et politiques pour la réforme de l'Université et la réalisation du syndicalisme, ils forment un bloc étonnamment cohérent et organisé face à une majorité qui s'effrite, sans doctrine ni dirigeants à la hauteur de ses deux derniers grands présidents. Aussi, ayant décidé de passer son programme, la minorité va maintenant faire passer ses hommes. Il lui faudra pour cela le temps normal d'une gestation, rendue plus difficile par le caractère dramatique pris par les débats sur les questions d'outre-mer.

Une première occasion se présente en octobre 1955 où un débat ouvert sur le rappel des disponibles en Algérie prend le tour d'un tour passionnel. C'est dans cette atmosphère que l'on doit réélire un bureau, le président ayant démissionné pour des raisons personnelles. Les minoritaires parviennent à faire élire un des leurs, François Borella, mais son avantage est si faible qu'il doit démissionner quelques heures plus tard. La crise durera quinze jours à la suite desquels l'unité est refaite dans une nouvelle équipe présidée par un majoritaire connu pour sa pondération, Claude Rossignol. La crise reprend un peu plus tard, en février, où l'U.N.E.F. n'hésite pas à lâcher son glorieux président d'honneur Mousseron pour son attitude dans les incidents racistes de Montpellier qui avaient vivement ému l'Université. Borella le remplace comme conseiller juridique, et la minorité se croit maîtresse de la situation. De fait, le congrès de Strasbourg est entièrement dominé par elle ; elle y présente et fait voter toutes les motions qu'elle a proposées et réussit à obtenir le maintien des rapports avec l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens qui, quelques jours avant, vient de réaffirmer son nationalisme intransigeant. Pourtant elle échoue d'une voix pour la présidence, son candidat, Michel de la Fourmière, étant battu in extremis par Jacques Raffoux. Mais soulever le problème algérien n'était pas sans danger ; la fausse unanimité du congrès est bientôt rompue par l'aggravation de la situation générale et la double grève des étudiants français d'Alger et des étudiants musulmans qui rallume les passions. A la suite de luttes extrêmement violentes et de conseils d'administration successifs et contradictoires, un bureau minoritaire homogène est élu le 1<sup>er</sup> juillet sous la présidence de Michel de la Fourmière ; en même temps l'U.N.E.F. décidait de conserver avec l'U.G.E.M.A. des relations syndicales.

Cette élection consacre la victoire définitive de la minorité après de graves menaces de scission et une violente campagne de presse engagée contre le nouveau bureau, celui-ci est finalement reconnu à la rentrée 1956 par toutes les A.G., à l'exception de celle d'Alger qui quitte le mouvement. Le bureau peut alors se consacrer à une relance de l'action syndicale qui se marque notamment par la mise en place du nouveau statut des œuvres, le règlement de l'affaire des « délégués Capitants » par l'institution d'une représentation étudiante au sein des conseils d'université et des Assemblées de faculté, et surtout par l'organisation le 27 mars 1957 de la première grande grève étudiante sur l'allocation d'études. L'U.N.E.F. a retrouvé sa vigueur et le congrès du cinquantenaire tenu à Paris en avril 1957 confirme cette reprise syndicale en approuvant la destitution de son bureau par plus des trois quarts des voix.

Pour la première fois depuis des années le programme syndical et international est voté à l'unanimité. L'U.N.E.F. décide notamment d'apporter son appui à la loi-cadre Billère et définit une nouvelle tactique pour obtenir l'allocation d'études. Si l'Algérie divise toujours les délégués, les menaces de scission n'empêchent pas « l'ex-minorité » de faire élire son candidat à la présidence Pierre-Yves Cossé.

Ainsi les « syndicaux » l'ont définitivement emporté. Mais il est difficile aux derniers tenants d'un corporatisme désuet d'accepter cette victoire. Aussi les ex-majoritaires, solidement appuyés par la presse d'extrême droite et jouant sur le courant d'opinion favorable à « l'Algérie française », ont-ils à plusieurs reprises menacé ou tenté de faire scission. Leur dernière tentative date du lendemain du congrès de Paris où ils reprennent à leur compte les vieux thèmes d'apolitisme. Mais le slogan ne sonne plus comme avant ; trop d'événements sont intervenus depuis 1945 ; l'U.N.E.F. a pris de nouvelles habitudes, elle est intervenue à trop de reprises sur le terrain politique pour que l'idée séduise avec autant de force qu'autrefois. Or le retour à un apolitisme strict signifierait l'abandon de trop de conquêtes auxquelles tous sont attachés. De plus la prudence dont ont fait preuve les dirigeants minoritaires laisse peu de prise réelle aux attaques. C'est pourquoi toutes les tentatives de scission ont jusqu'ici échoué ; en sera-t-il toujours ainsi ? L'avenir le dira, mais, pour notre part, nous croyons que oui, car les étudiants ont dans l'ensemble compris que leur unité syndicale était pour eux le meilleur gage d'efficacité et c'est pourquoi ils se détourneraient vite d'une seconde union. Si malgré tout quelques-uns fondaient une nouvelle organisation nationale, celle-ci ne pourrait qu'être très vite déportée vers l'extrême-droite et se rangerait parmi les autres groupements politiques. Il y a donc tout à parier que l'unité demeurera ; les dernières A.G. ex-majoritaires ne pourront que se rallier les unes après les autres à l'idéal syndical de l'U.N.E.F. et ainsi sera achevée cette transformation « par la base » qu'inaugurait l'A.G. de Lyon douze ans plus tôt.

La victoire du syndicalisme à l'U.N.E.F. est donc définitive, et, parvenus au terme de cet historique, on doit constater les progrès étonnants accomplis par le mouvement étudiant en dix ans. L'U.N.E.F. est maintenant une association forte de cent mille adhérents, dont les cotisations lui assurent une puissance financière notable. Son organisation a fait de grands progrès qui se marquent dans la discipline intérieure et la liaison entre le bureau national et les A.G. A vrai dire qu'y a-t-il de commun entre ces congrès d'avant-guerre ou même de 1945, joyeux et paillardes équipés, et ceux d'aujourd'hui où les congressistes travaillent avec acharnement à élaborer un programme dont les détails techniques rebutteraient plus d'un parlementaire ? En vérité, la mentalité a changé de façon véritablement révolutionnaire, et ceci est un des signes les plus importants de l'évolution du monde étudiant. Il se trouvera sans doute des esprits chagrins pour regretter le bon vieux temps où l'on s'occupait moins de syndicalisme et plus de folklore. Laissons-les à leurs tendres évocations ! L'étudiant d'aujourd'hui a gardé toute sa bonne humeur, son sens du canular et son amour de la vie ; mais il sait aussi que d'autres problèmes doivent retenir avant tout son attention.

La voie est aujourd'hui largement ouverte à un syndicalisme étudiant qui lutte pour la défense de l'école, la réforme de l'Université, une politique nouvelle orientée vers la jeunesse, la reconnaissance de l'étudiant comme un jeune travailleur intellectuel. A suivre ce qui est aujourd'hui admis par tous, on mesure le chemin parcouru, surtout lorsque ces revendications sont défendues avec les syndicats enseignants et de plus en plus, espérons-le, les syndicats ouvriers. L'U.N.E.F. est une force vive dans la nation, qui œuvre pour son rayonnement et son évolution vers plus de justice.